

Le résultat de tout cela, c'est que lorsqu'est arrivé le fameux budget que tout le monde a connu, présenté par l'honorable ministre des Finances (M. Crosbie), ce budget, loin d'être conforme à ce que pensaient les Canadiens de ce que devrait être le budget de leur gouvernement, fut le dernier clou qui manquait au cercueil que les progressistes conservateurs s'étaient préparé eux-mêmes. Si au moins cela s'était fait dans les trois ou quatre premiers mois de ce gouvernement! Au moins à ce moment-là on n'aurait pas eu à attendre jusqu'au 18 février avant qu'il ne cède sa place à un gouvernement plus compétent. Et le budget que vous réclamez depuis si longtemps serait sans doute présenté.

Mais imaginez-vous qu'après le 18 février, date fatidique où les Canadiens ont pu enfin redire à Pierre Trudeau: C'est toi que nous trouvons le meilleur, imaginez-vous qu'après cette date-là il a fallu, en tant que gouvernement, reconstituer toute la machine, discuter avec les fonctionnaires qui étaient complètement perdus à l'époque parce qu'ils venaient de vivre une époque insoutenable avec plusieurs gens qui venaient d'arriver au pouvoir au mois de mai et qui leur disaient: Noir à droite, blanc à gauche et ainsi de suite, et qu'ils ne savaient pas trop où aller, après avoir tenté dans sept mois de changer des politiques majeures en vue d'une nouvelle orientation qu'on ne comprenait pas. Il a fallu replacer tout cela, demander à tous ces gens-là de se rasseoir, de travailler comme cela avait été le cas d'une façon sereine, sans occasionner de guerre avec personne des environs surtout pas avec les voisins, ni ceux qui sont un peu plus loin, et leur demander de reprendre le même état d'esprit qu'ils avaient avant, c'est-à-dire sous le régime de M. Trudeau.

Je vous jure que c'est un gros handicap que de succéder à un gouvernement comme celui-là et de présenter un budget dans les mois qui suivent. C'est un gros handicap qu'il faut faire disparaître, parce que le travail est énorme. Il a fallu le refaire très vite. Il a fallu le refaire tellement profondément que vous auriez eu le temps, ou presque, dans un si court laps de temps, de tout détruire.

● (1640)

Pour le reste il y a une chose que je veux vous signaler, et je peux vous le dire avant même qu'un budget soit présenté à la Chambre, c'est que le budget qui sera présenté sera préparé en vue d'aider la classe moyenne, la classe des travailleurs et la classe des moins nantis au Canada, ce qui n'était pas votre but. On sait ce qui se passe quand on fait cela, c'est qu'on est obligé d'emprunter plusieurs milliards de dollars parce que la conjoncture économique est difficile. Le gars de la rue comprend, lui, ce problème-là et il le comprend très bien. Je ne comprends pas que vous autres vous ne l'ayez pas saisi.

Je me souviens très bien des millions de dollars qui devaient aller dans les coffres des compagnies, les multinationales du pétrole avec votre fameux budget. Vous auriez voulu qu'on reprenne ce même budget et qu'on le représente aux Canadiens. Cela aurait été une honte tout simplement. La seule chose que vous avez à faire maintenant pour essayer de réparer le tort et le dommage que vous avez causé à ce pays-là en retardant le processus de législation sur une période de sept mois pendant laquelle cette Chambre n'a presque pas siégé, c'est d'arrêter de «filibuster» le pouvoir d'emprunt que le

Pouvoir d'emprunt—Loi

gouvernement réclame en tous droits. Ce pouvoir d'emprunt, il l'a des Canadiens, comme gouvernement élu, et tout ce que l'on fait présentement, c'est en retarder l'exercice. Ce retard, on le sait très bien, est injustifiable.

Pour ma part, je le disais dans cette enceinte hier, je viens d'une région où la présence du gouvernement canadien est essentielle et où elle se fait sentir à divers niveaux à cause de problèmes économiques que nous subissons. Nous savons très bien dans ma région que le gouvernement du Canada vient y dépenser plus qu'il n'en tire en revenu. Nous sommes au courant de cela. Nous savons une chose aussi, cette situation ne durera pas éternellement, elle est temporaire. Quand en sortirons-nous? Je ne suis pas devin, je ne peux pas le dire, mais nous allons en sortir. Toutes les prémisses sont là, et tout le travail qui a été fait au cours des dernières années a tendance à entraîner ce résultat. Mais en attendant, nous ne pouvons pas concevoir que l'on veuille faire payer à une seule génération le prix de tous les problèmes que nous vivons présentement. C'est pour cela que le gouvernement canadien emprunte. De la capitalisation se fait. Quand elle sera payée, elle rapportera des dividendes. Des dépenses se font aujourd'hui pour subvenir aux besoins des moins bien nantis. Un jour le gouvernement aura les revenus suffisants pour y subvenir et même plus, comme cela a déjà été le cas. C'est un cycle qui revient régulièrement.

A partir de ce principe-là, dans ma région, on sait très bien et on est fier présentement du fait que des hommes qui sont à la tête de ce pays aient pris les décisions qui ont amené des millions de dollars d'investissement, justement pour être sûr que dans ce beau pays qui s'appelle le Canada, il n'y ait pas qu'une seule génération ou qu'une seule partie de la population qui fasse les frais des difficultés. Vous savez durant la dernière campagne électorale le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) a dit quelques mots qui sont restés dans nos mémoires. Il a dit: Le parti libéral du Canada, ce ne sont pas des promesses, ce sont des principes. Ces principes-là ce sont ceux que je vous émetts présentement, des principes de justice et d'équité au niveau des répartitions des richesses. J'écoutais tantôt mon collègue de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin) qui parlait de prise de position de diverses provinces dans les négociations constitutionnelles. Encore là il faudrait que le même esprit se retrouve.

Ce que je trouve le plus malheureux—et je ne sais pas si c'est une fausse impression que j'ai—c'est que ces principes-là, mes collègues de l'autre côté de la Chambre semblent les avoir oubliés. Ils semblent oublier que lorsqu'ils empêchent le gouvernement canadien d'emprunter ou quand ils retardent le processus d'emprunt des Canadiens, du gouvernement du Canada, ce sont tous les Canadiens qu'ils empêchent d'emprunter, parce que ce gouvernement qui siège ici a été élu démocratiquement le 18 février 1980, après que le premier ministre Joseph Clark eût décidé de déclencher des élections suite au renversement de son budget qui n'avait aucun sens. C'est cela qu'ils empêchent de faire. Je tiens à leur dire que nous sommes heureux que des députés des partis d'opposition ici fassent leur travail, nous surveillent, et nous disent de temps à autre: Vous devriez peut-être faire cela au lieu de faire d'autre chose.